Ministère de la Justice du Reich ;

Le docteur ERICH ALBRECHT, Conseiller de législation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;

Le docteur ERWIN PARZOLD, Conseiller au Tribunal de Schweidnitz.

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

Le Docteur GUIDO SPROBER, Conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. J. DE LA VALLEE POUSSIN, Secrétaire général honoraire du Ministère des Sciences et des Arts.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

M. AXEL HEPPER, Conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

M. VALDEMAR ERGVED, Directeur de la "Privatbanken", à Copenhague.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig :

M. JOZEF SUKROWSKI, Professeur à l'Université de Poznan, Membre de la Commission de codification de Pologne.

Le Président de la République de l'Equateur :

Le docteur ALEJANDRO GASPARD, Consul à Genève.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Le professeur FRANCISCO BERNIS, Secrétaire général du Conseil supérieur bancaire.

Le Président de la République de Finlande :

M. FILIP GRÖNWALL, Conseiller d'Etat, Membre de la Haute Cour administrative.

Le Président de la République française :

M. LOUIS-JEAN PERCEKOV, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Le Président de la République hellénique :

M. R. RAPHAEL, Délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

M. A. COMOMAS, premier Secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de

Hongrie :

M. JEAN PELÉNYI, Ministre résident, Chef de la Délégation royale auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Amedeo GIANNIN, Conseiller d'Etat, Ministre plénipotentiaire de première classe;
M. Giovanni ZAPPALÀ, Avocat, Chef de Division au Ministère des Finances.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Nobutaro KAWASHIMA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République hellénique;
M. Ukitsu TANAKA, Juge à la Cour Suprême du Japon.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. Charles VERMAYRE, Consul à Genève.

Le Président des Etats-Unis du Mexique :

M. Antonio CASTRO-LEAÑI, Observateur auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

M. Conrad E. HENTSCH, Consul général de la Principauté à Genève.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. C. Stub HOLMBOE Avocat à la Cour suprême.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le docteur J. KOSMERS, Conseiller à la Haute Cour de Justice, ancien Professeur de l'Université

de Groningue.

Le Président de la République de Pologne :

M. Józef SUKOWSKI, Professeur à l'Université de Poznan, Membre de la Commission de codification de Pologne.

Le Président de la République portugaise :

Le docteur José CAEIRO DA MARTA, Recteur de l'Université de Lisbonne, Professeur à la Faculté de droit, Directeur de la Banque de Portugal et Juge suppléant à la Cour permanente de Justice internationale.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Constantin ANTONIADÉ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, Président de la Cour d'appel de Stockholm, ancien Ministre des Affaires étrangères;

M. L. Birger EKEBERG, ancien Ministre de la Justice, Président de la Commission de législation civile, ancien Conseiller de la Cour suprême;

M. Knut DAHLBERG, ancien Ministre de l'Agric-

culture, Directeur de l'Association des Banques suédoises.

Le Conseil fédéral Suisse :

Le docteur Max VISCHER, Avocat et Notaire, premier Secrétaire de l'Association suisse des banquiers à Bâle;

Le docteur O. HULFSCHEER, premier Secrétaire du Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à Zurich.

Le Président de la République tchecoslovaque :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professeur à l'Université de Prague, Président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

Le Président de la République turque :

CEMAL HUSNU bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, ancien Ministre de l'Instruction publique.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

M. I. CHOUMENKOVITCH, Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pou-

voirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de chèques, les règles indiquées dans les articles suivants :

Article 2.

La Capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cett dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valable-ment tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de chèques par l'un de ses res-

sortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autre Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

Article 3.

La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré.

Si, d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition sont néanmoins valables.

Article 4.

La forme des engagements pris en matière de chèques est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu du paiement suffit.

Cependant, si les engagements souscrits sur un chèque ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation du pays où un engagement ultérieur a été

souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'inflirme pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de chèques à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 5.

La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites règle les effets de ces obligations.

Article 6.

Les délais de l'exercice de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 7.

La loi du pays où le chèque est payable détermine;
1° si le chèque est nécessairement à vue ou s'il

peut être tiré à un certain délai de vue et également quels sont les effets d'une postdate;

2° le délai de présentation;

3° si le chèque peut être accepté, certifié confirmé ou visé et quels sont les effets de ces mentions;

4° si le porteur peut exiger et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel;

5° si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause "à porter en compte" ou d'une expression équivalente et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente;

6° si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci;

7° si le tireur peut révoquer le chèque ou faire opposition au paiement de celui-ci;

8° les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque;

9° si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés.

Article 8.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques, sont réglés par la loi du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9.

Chaque des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrés par la présente Convention en tant qu'il s'agit :

1° d'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes;

2° d'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 10.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente Conven-

tion ne seront pas applicables aux chèques déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 11.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 15 juillet 1931 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1er septembre 1933 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente Convention a été signée ou au nom desquels il y a été adhéré.

Article 13.

A partir du 15 juillet 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente Convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Article 14.

La présente Convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois de Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa pre-

mier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 12 et 13, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article 15.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention conformément à l'article 14 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 16.

La présente Convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre ; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres au nom desquels la présente Convention a été signée, ou au nom desquels il y a été adhéré.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

Article 17.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente Convention est en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette Convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non membres entre lesquels la Convention est alors en vigueur, est appuyée dans un dé-

lai d'un an par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une Conférence à cet effet.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente Convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Na-

tions.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que le présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 19.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société de Nations dès son entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

(定訳)

條約議定書

昭和六年三月一九日ジュネーブで署名

小切手ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ本日附ノ條約ニ署名スルニ當リ、正當ノ委任ヲ受ケタル下名ハ左ノ諸規定ヲ協定セリ

前文

甲

千九百三十三年九月一日前ニ右條約ノ自國ノ批准書ヲ寄託シ得ザルコトアルベキ國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ハ右期日後十五日内ニ批准ニ關スル自國ノ狀態ヲ知ラシムル爲ノ通告ヲ國際聯盟事務總長ニ送付スルコトヲ約ス

乙

右條約第十四條第一項ニ規定セララルル條約ノ效力ノ發生ニ付テノ條件ガ千九百三十三年十一月一日ニ於テ充サレアラザル場合ニハ國際聯盟事務總長ハ右條約ニ署名シ又ハ之ニ加入シタル國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ノ會議ヲ招集スベシ

所定の期
間内に批
准書を寄
託できな
い署名國
の義務

條約の發
効要件ガ
満たされ
ない場合
の善後措
置

小切手ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ條約 條約議定書

PROTOCOL TO THE CONVENTION

Signed at Geneva, March 19, 1931

At the time of signing the Convention of this day's date for the settlement of certain conflicts of laws in connection with cheques, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions:

A.

The Members of the League of Nations and the non-member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1933, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1933, the conditions laid down in Article 14, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-member States

右會議ノ目的ハ狀態ヲ又必要アル場合ニ於テハ其ノ善後措置ヲ審議スルニ在ルモノトス

丙

締約國ハ右條約ノ實施トシテ各自ガ其ノ領域内ニ於テ執リタル立法上ノ措置ヲ其ノ實施後直ニ相互ニ通告スベシ

右證據トシテ各全權委員ハ本議定書ニ署名セリ

千九百三十一年三月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成ス右本書ハ國際聯盟事務局ノ記録ニ寄託セラルベク其ノ認證謄本ハ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及會議ニ代表者ヲ出セル一切ノ非聯盟國ニ送付セララルベシ

獨逸國

エル、クアソウスキー

on whose behalf the Convention has been signed or acceded to.
The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

DONE at Geneva the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

GERMANY

L. QUASDOWSKI

立法上の措置につ
いての締約國間の
相互通報義務

末文

ドクトル、アルプレヒト
エルウイン、ペツォルド

奥地利國

ドクトル、グイド、シュトロベレ

白耳義國

ドゥ、ラ、ヴァレト、プーサン

丁抹國

ヘルペル

ヴェー、エイグトヴェド

「ダンチツヒ」自由市

ヨセフ、スルコフスキー

「エクアドル」國

アー、ガステル

西班牙國

フランシスコ、ベルニス

「フィンランド」國

エフ、グレンヴァル

佛蘭西國

ジー、ペルスルー

希臘國

エル、ラファエル

アルファ、コントウマス

「ハンガリー」國

小切手ニ關シ法律ノ或抵觸ヲ解決スル爲ノ條約

條約議定書

Dr. ALBRECHT

Erwin PATZOLD

AUSTRIA

Dr. Guido STROBELLE

BELGIUM

DE LA Vallée POUSSIN

DENMARK

HELPER

V. EIGVED

FREE CITY OF DANZIG

Józef SUKOWSKI.

ECUADOR

Alex GASTELÓ

SPAIN

Francisco BERNIS

FINLAND

F. GRÖNWALL

FRANCE

J. PERCELOU

GREECE

R. RAPHAEL

A. CONTOMAS

HUNGARY

ペレニイー

伊太利國

アメデオ、ジアンニーニ

ジョヴァンニ、ザッパラ

日本國

川島信太郎

田中右橋

「ルクセンブルグ」國

セー、ジェー、ヴェルメール

「メキシコ」國

アントニオ、カストロ・レアル

「モナコ」國

セー、アンチ

諾威國

ストゥープ、ホルンボー

和蘭國

イエー、コステルス

「ポーランド」國

ヨセフ、スルコフスキー

「ポルトガル」國

ジョゼ、カエイロ、ダ、マッタ

「ルーマニア」國

セー、アントニアード

PELENYI

ITALY

Amedeo GIANNINI

Giovanni ZAPPALÀ

JAPAN

N. KAWASHIMA.

UKITSU TANAKA.

LUXEMBURG

Ch. G. VERMAIRE

MEXICO

Antonio CASTRO-LEAL

MONACO

C. HENTSCH.

NORWAY

Stub HOLMBOE

THE NETHERLANDS

J. KOSTERS.

POLAND

Józef SUKOWSKI.

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA

ROUMANIA

C. ANTONIADÈ

瑞典國

エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ
ビルゲル、エケベルグ
コー、ダールベルグ

瑞西國

フィッシュエル
フルフテッガー

「チェッコスロヴァキア」國

ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフスキー

「トルコ」國

ヂェマル、ヒュスニエ

「ユーゴースラヴィア」國

イー、シュエメンコヴィッチ

SWEDEN

E. MARKS VON WÜRTEMBERG
Bilger, EKNERG
K. DAHLBERG

SWITZERLAND

VISCHER
HULFTEGGER

CZECHOSLOVAKIA

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKY

TURKEY

CEMAL HUSNI

YUGOSLAVIA

I. CHOUENKOVITCH

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Signé à Genève, le 19 mars 1931

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour, destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, les soussignés, dûment autorisés, sont convenu des dispositions

suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1er septembre 1933 le dépôt de leur ratification sur ladite Convention, s'engagent à adres-

ser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1933, les conditions prévues à l'article 14, alinéa 1, pour l'entrée en vigueur de la Convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres au nom desquels la Convention aura été signée ou au nom desquels il y aura été adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs

territoires respectifs en exécution de la Convention.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le dix-neuf mars mil neuf cent trente et un, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

締約国一覽表 (昭和三三、三、三一調)

国名	批准 寄託の 日	加入の 日	適用 地域
ベルギー			
ブラジル		一九四三、八、二六	
デンマーク	一九三三、セ、二七		
エクアドル			
フィンランド	一九三三、八、三		
フランス		一九三六、四、二七	
ドイツ	一九三三、一〇、三		
ギリシャ	一九四四、六、一		
ハンガリー			
イタリア	一九三三、八、三		
日本国	一九三三、八、二五		

ルクセンブルグ			
メキシコ			
モナコ	一九三三、二、九		
オランダ	一九四四、四、二		
ニカラグア		一九三三、三、二六	
ノールウェー	一九三三、セ、二七		
ポーランド		一九三六、一三、一九	
ポルトガル	一九四四、六、八		殖民地
ルーマニア			
スペイン			
スウェーデン	一九三三、セ、二七		
スイス	一九三三、八、二六		

(条二一・経六)

小切手ニ關シ法律ノ或抵觸ヲ解決スル爲ノ條約 締約国一覽表

一六八七(一六八八)